

Sous la direction de
Slobodan MILACIC et Jean-Pierre MASSIAS

L'expression du pluralisme politique dans le post-communisme

et de la Communauté des Etats Indépendants

Actes du Séminaire de Bordeaux
co-organisé le 21 septembre 2006
par le Centre d'Etudes et de Recherches sur les Balkans
(CEREB – GRECCAP, Université Montesquieu - Bordeaux IV)
& le Groupe de recherche sur le Droit et la Transition en Europe de l'Est
(GRDT – OMEE, Université d'Auvergne – Clermont I)

La *Revue d'Etudes Politiques et Constitutionnelles Est-Européennes* a succédé à la *Revue de Justice Constitutionnelle Est-Européenne*. Elle s'inscrit dans la continuation de la démarche et de l'esprit de ses fondateurs. Elle a été conçue comme un nouvel instrument de diffusion des activités scientifiques d'un réseau de recherches articulé autour du rapprochement du Groupe de Recherche sur le Droit et la Transition (GRDT) de l'Université d'Auvergne et du Centre d'Etudes et de Recherches sur les Balkans (CEREB) de l'Université Montesquieu – Bordeaux IV.

Ce numéro spécial – intitulé *L'expression du pluralisme politique dans le post-communisme* – symbolise cette volonté de rapprochement, puisqu'il propose aux lecteurs les actes d'un colloque organisé et financé par l'Université de Bordeaux IV (CEREB) et l'Université d'Auvergne (GRDT).

Le Comité Scientifique de la *Revue de Justice Constitutionnelle Est-Européenne* était, à son origine, composé comme suit :

Comité Scientifique :

Président : M. le Doyen Georges VEDEL (†)
Antal ADAM (Hongrie – Université de Pécs)
Sergueï ALEXEEV (Russie – Université d'Ekaterinbourg)
Georg BRUNNER (Allemagne – Université de Cologne) (†)
Youri CHOULJENKO (Russie – Institut de l'Etat et du Droit)
Patrick GUILLAUMONT (CERDI – Université d'Auvergne)
Peter KRUG (Etats-Unis – Université d'Oklahoma)
Michel LESAGE (Université de Paris I)
Jean-Pierre MASSIAS (Université d'Auvergne)
Slobodan MILACIC (Université Montesquieu, Bordeaux IV)
Jacques ROBERT (Université de Paris I)

LE PLURALISME POLITIQUE EN RUSSIE : DESTIN D'UNE PEAU DE CHAGRIN ?

AUDE MERLIN

Chargée de cours à l'Université Libre de Bruxelles
Membre du CEVIPOL

Le 9 septembre 2006, lors de sa rencontre annuelle avec des chercheurs et experts occidentaux, le Président V. Poutine déplore que « la Russie manque d'un système pluripartite réel ». Le chef-adjoint de son administration présidentielle, Vladislav Sourkov, renchérit à la même époque, disant : « Notre pluripartisme est instable. C'est là l'une de nos principales faiblesses ».

Dans le discours officiel au plus haut niveau, la structuration et la stabilisation d'un système pluripartite consolidé sont donc présentées comme des priorités de la vie politique russe.

De leur côté, lors d'un sondage réalisé à l'automne 2006, 17 % des citoyens russes interrogés répondent qu'un système pluripartite existe en Russie, tandis que 42 % considèrent qu'il y a un seul parti fort, *Russie unie*, et que les autres partis ne jouent aucun rôle substantiel : 25 % considèrent quant à eux que la Russie n'a pas de partis forts, et n'a pas établi de système pluripartite¹. D'ailleurs, 74% des personnes interrogées considèrent qu'il est plus important pour la Russie d'avoir un gouvernement fort et ferme, qu'un système multipartite.

Selon le postulat programmatique posé par les théoriciens de la transition postcommuniste, un système partisan devait se stabiliser au fil des élections et incarner un pluralisme politique réel en Russie, comme cela s'est fait dans les pays d'Europe centrale et orientale. Pourtant, le grand nombre d'organisations politiques et l'instabilité du paysage partisan en Russie, avec des partis qui disparaissent aussi vite qu'ils sont apparus, témoignent d'une des difficultés de la sortie du système de parti unique tel qu'il existait à l'époque soviétique et en incarnent l'un des écueils. A la décennie 1990 et à l'explosion du nombre de partis qui a pu la caractériser, en particulier durant les premières années qui ont suivi l'effondrement de l'Union soviétique, succède aujourd'hui une période de rétrécissement de l'espace politique avec

¹ Nikolai Popov, "Why do we need Parties? Opinion polls reveal attitudes to political parties", *Novoe Vremya*, No. 46, November 17, 2006

mise à l'écart progressive ou affaiblissement des partis d'opposition et, parallèlement, renforcement du « parti du pouvoir ». Le parcours emprunté par le système partisan russe depuis l'éclatement de l'URSS oscille donc entre un grand nombre d'organisations répondant formellement à l'appellation de partis mais n'en présentant pas les contenus substantiels et, plus récemment, un système « de parti dominant » empêchant, tout au moins à court terme, la mise en place d'un système pluripartite équilibré qui permettrait la tenue d'élections réellement pluralistes et compétitives, conditions *sine qua non* de l'instauration d'une démocratie représentative².

L'objectif de cette contribution est d'interroger la notion de pluralisme politique dans son incarnation russe, à la lumière des modalités d'expression dont il dispose, et partant, d'en mesurer les conditions d'existence et de développement dans le contexte préélectoral de 2007-2008.

I. L'héritage soviétique : société diverse, pluralisme limité

À l'époque soviétique, en dépit d'un système de parti unique fondé sur une idéologie unique, il y avait néanmoins la reconnaissance d'une certaine pluralité de la société et de la représentation de cette pluralité, à condition qu'elle ne transgresse pas les limites posées par l'idéologie.

La reconnaissance d'une pluralité de la société, mais sans traduction politique

Ainsi la pluralité ethnique se voyait-elle reconnue et matérialisée par le découpage d'un fédéralisme formel qui créait des entités territoriales pour les groupes dits « nationaux » en fonction de leur statut ; de même, la pluralité sociale n'était pas niée dans sa réalité, et là aussi faisait officiellement l'objet d'une représentation. Femmes ou vétérans de la Seconde guerre mondiale, par exemple, se voyaient dotés de quotas de représentation dans certaines instances. En outre, malgré une ligne politique réaffirmée en permanence et les exclusions renouvelées de tous ceux qui se risquaient à vouloir proposer des voies alternatives ou des critiques du système -en dehors des cadres de la critique admise et contrôlée-, le noyau du pouvoir n'était pas, lui non plus, monolithique. Les travaux de différents chercheurs ont pu confirmer qu'il y avait un certain pluralisme, même si

² Comme l'écrit Alain Touraine, « il n'y a pas en effet de démocratie sans libre choix des gouvernants par les gouvernés, sans pluralisme politique », A. Touraine, *Qu'est ce que la démocratie ?*, Fayard, Paris, 1994, p. 17.

limité, dans le jeu des élites à l'époque soviétique³. Et, dans la société, la limite était claire : dès qu'il s'agissait de penser réellement « autrement » et de le dire, ce qui fut le cas des *inakomyślāsie* (littéralement : « ceux qui pensent autrement ») dans les années 1960, plus connus sous l'appellation de dissidents, il n'y avait point d'espace public autorisé. La liberté de penser, indéradicable quel que soit le contexte, ne pouvait trouver prolongement dans une liberté d'expression par trop limitée. Néanmoins, et c'est un des éléments distinctifs entre le totalitarisme et le régime autoritaire, un certain pluralisme était toléré sous Brejnev, tant que les voix alternatives qui le constituaient ne s'exprimaient pas en public et ne cherchaient pas à bousculer les fondements de l'ordre soviétique. Le totalitarisme défini comme fusion entre le parti-Etat et la société civile⁴, et reflétant un fantasme d'unité entre le pouvoir et la société⁵ a peu à peu laissé la place à un autoritarisme brejnévien, que les réformes de M. Gorbatchev ont petit à petit déstabilisé par des actes jusque là inédits.

M. Gorbatchev et le pluralisme socialiste

En février 1987, la libération de cent dissidents est un signe fort de la reconnaissance du droit à une « pensée autre », et donc du pluralisme ; en 1988, M. Gorbatchev utilise le terme pluralisme, auquel il accole l'adjectif « socialiste » ; en 1989, l'organisation des premières élections pluralistes au Congrès des députés du peuple, avec des candidats pouvant ne pas être issus du Parti communiste, -et ce avant même l'abrogation de l'article 6⁶ de la Constitution de 1977-, reconnaît des voies alternatives au Parti, en même temps que s'expriment des « tendances » au sein du PCUS avec l'apparition de différentes plates-formes ; l'autorisation de candidatures multiples aux élections locales de 1990 rompt avec une pratique prévisible et contrôlée de renouvellement des élites. Les téléspectateurs qui ne quittent plus leur poste de télévision pendant les débats précédant les élections de 1989 et 1990 découvrent alors avec engouement la confrontation en public d'idées diverses, dont ils savaient l'existence latente. A cette subdivision à l'intérieur du PCUS en plateformes d'orientations différentes –conservatrice, marxiste, démocratique-, s'ajoute la formation de nouvelles organisations politiques, situées elles à l'extérieur du Parti communiste. Cependant, un certain flou

³ Voir en particulier Jerry F. Hough, Merle Fainsod, *How the Soviet Union is governed*, Cambridge, Harvard University Press, 1979

⁴ Voir en particulier Dominique Colas, « Fusion du parti-Etat et de la société civile : la société totalitaire », in *Sociologie politique*, PUF, Paris, 1994, p. 418 et suivantes

⁵ V. Claude Lefort, *L'invention démocratique, les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981 (rééd. 1994), 331 p.

⁶ L'intitulé exact était : « Le Parti communiste de l'Union soviétique est la force qui oriente et dirige la société soviétique : il est le noyau de son système politique, des organisations d'Etat et des organisations sociales ».

sur le statut de ces organisations demeure. *Neformaly* (organisations informelles), Fronts populaires –il est à noter que M. Gorbatchev, lors de la XIXème conférence du PCUS de juin 1988, soutient la proposition de « Fronts populaires pour la perestroïka », extérieurs au Parti et chargés de lui faire des propositions : comme le résume Anne de Tinguy au sujet du mandat qui est évoqué pour ces Fronts populaires, « ils pourraient présenter des candidats aux élections, exprimer des désaccords avec le Parti et le critiquer, mais respecteraient son rôle dirigeant. Ils permettraient ainsi de développer et de garantir le pluralisme des opinions, voire des programmes, et de renforcer l'autorité du Parti. (...) Mais qu'ils puissent se transformer en partis d'opposition n'est pas envisagé par les dirigeants soviétiques : M. Gorbatchev a clairement repoussé cette perspective le 28 juin, dans son discours d'ouverture »⁷. On le voit, la division, consubstantielle à l'expression de la pluralité des points de vue, pose d'emblée comme enjeu la question du pouvoir. La culture politique établie à l'époque soviétique et le socle idéologique reste prégnant, et il n'est pas question, en injectant du pluralisme, de jeter par-dessus bord les fondements du régime. L'autre question, celle du pluralisme comme division et donc de la division comme révélateur d'une société parcourue de clivages, sera extrêmement épineuse pour la société et pose celle de sa capacité à gérer par le dialogue des conflits potentiels générés par ces clivages.

Cependant, la poussée des groupes informels finit par avoir raison du système de parti unique : « Gorbatchev expliquait que les Fronts populaires proliféraient partout, que l'hégémonie du Parti n'était plus qu'une fiction, et que l'article 6 de la Constitution soviétique, dès lors que les pays de l'Est l'avaient abandonné, n'était plus qu'un anachronisme ».⁸ Si « l'abandon de son rôle dirigeant en faveur d'un multipartisme laissait tout de même à ce qui était le Parti toute sa prépondérance de pouvoir institutionnalisé »⁹, cet abandon est néanmoins proclamé et matérialisé dans la Constitution soviétique par l'abrogation de l'article 6 et la modification substantielle de l'article 7¹⁰. Ces réformes institutionnelles ouvrent donc la voie à

⁷ Anne de Tinguy, « 1987-1988, Gorbatchev va de l'avant », M.-A. Crosnier, J. Gueit, A. de Tinguy (dir.), « Les années Gorbatchev. L'URSS de 1985 à 1991 », *Notes et Etudes documentaires*, La documentation française, 1993, p. 53.

⁸ Martin Malia, *La tragédie soviétique, Histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Seuil, Paris, 1994, p. 533.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ L'article 7 modifié en mars 1990, reconnaît avant la fin de l'Union soviétique le multipartisme : dans sa nouvelle formule, il stipule que « toutes les formations politiques et mouvements de masse, tout en exerçant les fonctions prévues par leurs programmes et leurs statuts, agissent dans le cadre de la Constitution et des lois soviétiques. Ne sont pas permis la création et l'activité de partis, organisations et mouvements ayant pour objectif un changement par la force du régime constitutionnel soviétique et de l'intégralité de l'Etat

l'expression officielle et légale du pluralisme politique, rendant possible l'apparition d'un pluripartisme.

Souvent dénommées autrement que « partis », tant le terme de parti est connoté négativement dans la société¹¹, les organisations politiques qui se créent dessinent peu à peu les contours d'une nouvelle offre politique, en vue d'échéances électorales qui vont connaître un développement exponentiel au fil des années 1990, avec l'élection au suffrage universel direct du Président, de la Douma, mais aussi des gouverneurs locaux, jusqu'au coup d'arrêt de la réforme de 2004 revenant sur l'élection des gouverneurs. Le cadre est posé pour la naissance d'un pluripartisme.

II. La naissance d'un pluripartisme

Comme on l'a dit, la mise en œuvre d'un « droit de tendances » à l'intérieur du PCUS a donné lieu à l'apparition de plates-formes. Parmi les tendances critiques de la politique de M. Gorbatchev, les conservateurs exprimaient des critiques vigoureuses à l'encontre du nouveau premier secrétaire M. Gorbatchev, accusé d'aller beaucoup trop loin dans la démocratisation interne du Parti et des institutions, et de trahir à terme les fondements idéologiques de 1917. E. Ligatchev, numéro 2 du Parti, faisait partie de cette tendance. Ce sont les représentants de cette tendance qui initieront le putsch de 1991 visant justement à mettre fin au pluralisme initié par M. Gorbatchev. Une autre tendance souhaitait aller plus avant. A l'extérieur du PCUS, les Fronts populaires, *neformaly*, se réunissent pour créer, à l'horizon des élections locales et régionales de 1990, un mouvement baptisé *Russie démocratique*, qui recueillera près d'1/3 des voix. Il est à noter que cette appropriation sémantique de l'adjectif démocrate va marquer durablement la connotation du terme. D'une part, parce que dans un système voué à devenir démocratique, on observe que ne sont pas présentées comme démocrates toutes les forces politiques ou une majorité de forces politiques participant à la vie électorale, mais une partie seulement des acteurs politiques. Ces *demokraty*, tels que seront du coup désignés les partis libéraux *Iabloko* et l'*Union des forces de droite*, seront rapidement entachés par le fait d'avoir soutenu ou promu des réformes économiques libérales aux conséquences sociales extrêmement douloureuses. D'autre part, parce que lesdits « démocrates » sont bientôt considérés, au mieux comme des personnes pouvant « se payer le luxe » de s'intéresser aux droits civils et politiques lorsque les droits économiques et sociaux sont prioritaires pour une très grande majorité de la population, et au pire comme des voleurs de

soviétique, de porter atteinte à sa sécurité, d'attiser les haines sociales, nationales et religieuses ».

¹¹ Voir ci-après, sur le peu de popularité que recueille l'idée même de parti dans la société.

la Russie et des complices d'un pillage qui serait organisé par ou avec l'aval des institutions financières internationales. De ce fait, le discrédit posé sur eux discréditera l'idée entière de pluralisme et de démocratie¹².

Les élections induisant la formation de partis même éphémères mais devant être en mesure de proposer une offre politique aux individus devenus citoyens d'un marché politique libéralisé, on assiste donc bel et bien à la naissance et à la formation d'organisations politiques désireuses de recueillir des voix et de participer à la chose publique en accédant au pouvoir. Cependant, le déséquilibre intrinsèque de ce multipartisme va marquer durablement son évolution ultérieure. Vu de l'extérieur, un système de partis existe, indubitablement. Vu de l'« intérieur », si l'on peut dire, il est difficile d'apposer à la plupart des organisations politiques la définition de parti telle que forgée par les chercheurs, dans la mesure où bien peu correspondent dans les faits à ce que les définitions classiques attribuent aux partis politiques.

Système de partis, classification et familles de partis : entre difficulté à s'extraire d'un héritage prégnant, et évolution du débat entre chercheurs

Le multipartisme qui se développe en Russie est marqué par un déséquilibre originel : Le seul parti¹³ à être structuré et à disposer tant d'une ligne programmatique que d'un maillage territorial dans l'ensemble du pays est le Parti communiste. Si un Parti communiste de RSFSR est créé en 1990 (jusqu'à cette date il n'y avait pas de Parti communiste de Russie, mais le territoire de la RSFSR était bien entendu émaillé de comités du PCUS) puis un parti communiste recréé en 1993 en Russie indépendante, l'un comme

¹² Voir Alexei Levinson, « Que pensent et disent les Russes de leur pouvoir ? » in Aude Merlin (dir.), *Où va la Russie ?*, EUB, Bruxelles, 2007 (à paraître). M. Levinson montre que sur une liste de plus de dix institutions, le parti politique est celle qui recueille le moins de popularité. La participation est également très faible. Comme le précise R. Sakwa, en 2000, 0,7 % des citoyens russes disaient faire partie d'un parti politique. R. Sakwa, op. cit. (2004).

¹³ Encore en juin 1999, soit près de huit ans après l'effondrement de l'Union soviétique, Dominique Colas disait de la Russie : « C'est un régime unique, dont la comparaison ne peut que faire ressortir des différences radicales qui l'inscrivent dans un autre espace politique. La raison principale est l'absence d'un système de partis politiques. Il y a des organisations politiques nombreuses lors des élections législatives, et un parti, héritier de l'URSS, qui seul peut être qualifié de parti politique. », in « De nouveaux partis politiques ? », Entretien avec Dominique Colas, Professeur de sciences politiques à l'IEP de Paris et à l'Université de Paris-Dauphine, http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=20, 1^{er} juin 1999. Voir Henry Hale, *Why not Parties in Russia ? Democracy, Federalism, and the State*, Cambridge University Press, Cambridge, 2006, 275 p.

L'autre héritent de la structure et du fonctionnement du PCUS, et se trouvent donc dans une situation sensiblement différente de celle des partis naissants. Même s'il a connu une éphémère interdiction¹⁴ au lendemain du putsch de 1991, il jouit de cet héritage solide, tandis que les autres mouvements ou blocs ont en quelque sorte « tout à inventer », pouvant moins facilement puiser dans l'héritage pré-communiste, ce qui témoigne d'une différence sensible des « transitions »¹⁵ entre les PECO¹⁶ et la Russie post-soviétique. La question d'un réel pluralisme, de sa nature, et de l'apparition de familles de partis se pose alors. Tandis qu'A. Gratchev, par exemple, relativise l'existence d'une diversité d'orientations politiques, voyant essentiellement dans les partis politiques de la Russie post-soviétique des héritiers du communisme¹⁷, on peut néanmoins exposer de possibles

¹⁴ Cette interdiction fut ambiguë. Matérialisée par un arrêt de la Cour constitutionnelle, elle n'empêchait pas en réalité le parti de continuer à fonctionner dans les régions. Voir la contribution de Marie-Elisabeth Baudoin dans ce même numéro.

¹⁵ De nombreux chercheurs travaillant sur l'espace post-soviétique ont soit abandonné le terme de transition, soit ont pris leur distance vis-à-vis de celui-ci en raison du prérequis téléologique qu'il supposait et qui, dans le cas de différents Etats post soviétiques dont la Russie, a été rapidement remis en cause par les réalités. Dans la sortie du totalitarisme, la différence entre la Russie et les PECO est sensible, à la fois du fait de l'héritage historique démocratique d'entre deux guerres pour ces derniers, et aussi du fait que se libérer d'un totalitarisme imposé de l'extérieur est fondamentalement différent d'une « transition » orchestrée de l'intérieur pour réformer son propre système.

¹⁶ Voir Jean-Pierre Massias, « La restauration du pluralisme », in D. Turpin, *Droit constitutionnel*, PUF, Paris, 1999, pp. 673-681. Voir sur les partis en Europe centrale et orientale, leur émergence et leur fonctionnement : Jean-Michel De Waele, *L'émergence des partis politiques en Europe centrale*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, Collection Histoire, économie, société, 1999, 354 p. ; Jean-Michel De Waele (dir.), *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, Collection *Sociologie politique*, 2002 ; Jean-Michel De Waele (dir.), *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004.

¹⁷ « La difficulté d'analyser le paysage politique russe provient non seulement d'une évidente spécificité de ce pays, maintes fois évoquée par les observateurs russes et occidentaux, mais aussi du fait que les instruments habituels de l'analyse politique, à commencer par la terminologie, bien souvent ne fonctionnent pas. Comme si, pour se déplacer en Russie, il fallait inventer une boussole spéciale. (...) La raison en est claire : presque toute la gamme des tendances politiques de la Russie actuelle est sortie de l'héritage idéologique du régime de parti unique. Tous, à commencer par les « libéraux » au pouvoir, anticommunistes encore bien récents (à ne pas confondre avec le parti dit « libéral-démocrate » de l'ultra-nationaliste Vladimir Jirinovski), en passant par les réformateurs modérés de tendance gorbatchévienne jusqu'aux extrémistes fascisants, sans parler évidemment des communistes traditionalistes du parti de Ziouganov, représentent des fragments, tendances et fractions de l'ancien parti unique : bref, les débris de l'implosion du régime. Chacun d'eux est héritier d'une partie du communisme soviétique », A. Gratchev, « Russie : la réserve du pouvoir ? », in Guy Hermet, Lilly Marcou (dir.), *Des partis comme les autres ? Les anciens communistes en Europe de l'Est*, Ed. Complexe, Espace international, 1998, pp. 95-104. Analysant l'émergence d'une scène politique pluripartisanne, il est intéressant de noter qu'il en décrit la diversité tout en y voyant majoritairement une paternité commune, celle du communisme.

typologies permettant d'inscrire les partis russes dans une galaxie plus large de familles politiques identifiées dans les démocraties.

Par exemple, Jean-Pierre Massias voit dans la course préélectorale des élections législatives de 1993 se dessiner quatre grands groupes de partis, qu'il identifie de la façon suivante : « réformateurs », « communistes », « nationalistes », et « centristes »¹⁸. Cette classification range dans le groupe de réformateurs tant le parti « Choix de la Russie » (dirigé par l'ancien premier ministre E. Gaïdar) que le parti *Iabloko*, le Parti *PRES* (Parti de l'Union et de la Concorde) de S. Chakhraï et le mouvement des réformes démocratiques d'A. Soltchak. Tandis que les nationalistes sont représentés, lors de ces élections, par l'unique LDPR, parti de V. Jirinovskii, les communistes sont incarnés par plusieurs partis différents, et les centristes sont représentés par les Femmes de Russie, le Parti démocratique de Russie de N. Travkine, et l'*Union civique* d'A. Volski.

R. Sakwa, quant à lui, parle d'une ramification en trois branches avant août 1991 (le PCUS, les mouvements nationalistes-patriotiques, les démocrates) puis détaille les familles de partis qu'il identifie dans la Russie de l'après putsch. La liste est alors plus large, incluant des socialistes révolutionnaires, une nouvelle gauche russe, des anarchistes et anarcho-syndicalistes, des sociaux-démocrates, des libéraux-centristes, des chrétiens démocrates, des populistes, des nationalistes, des monarchistes, des partis d'affaires et des partis écologistes¹⁹. On peut en effet, au vu de ces deux classifications, parler d'une expression plurielle dans le champ politique. Mais à quoi correspondent ces longues listes, en termes de fonctionnement réel ? A-t-on à faire à des partis politiques tels qu'on les observe dans les démocraties consolidées ouest-européennes ou dans les nouvelles démocraties est-européennes, ou se trouve-t-on face à un phénomène différent, portant le nom de parti, mais n'en revêtant que l'apparence et pas le contenu ? La question de leur représentativité est également problématique, puisque la floraison de groupes nommés partis ne signifie pas nécessairement une représentativité en nombre de citoyens : l'enjeu est là davantage en termes de représentation d'idées que d'organisations de citoyens.

La plupart des définitions des partis politiques s'inspirent de celle posée par Max Weber au début du siècle : « On doit entendre par partis des associations reposant sur un engagement (formellement) libre ayant pour but de procurer à leurs chefs le pouvoir au sein d'un groupement et à leurs militants actifs des chances –idéales ou matérielles– de poursuivre des buts objectifs, d'obtenir des avantages personnels, ou de réaliser les deux

¹⁸ Jean-Pierre Massias, in D. Turpin, *Droit constitutionnel*, PUF, Paris, 1999, pp. 722-723.

¹⁹ R. Sakwa, *Russian Politics and Society*, Routledge, New York, 1993, p. 139-154.

ensemble »²⁰. Philippe Braud quant à lui définit les partis politiques comme « des groupes organisés et permanents dont les membres se rassemblent au regard de projets politiques partagés, de valeurs communes, ou encore d'alliances d'intérêts. Dans le cadre de la démocratie représentative, ils ont normalement pour objectif la conquête du pouvoir ou, au moins, l'accès à celui-ci par des voies constitutionnelles régulières et, spécialement, par le truchement des élections ». Les quatre critères posés par les politologues américains Jo Lapalombara et Myron Weiner pour définir un parti politique sont recensés comme le plus petit dénominateur commun à toute définition :

- « La continuité dans l'organisation –c'est-à-dire une organisation dont l'espérance de vie de dépend pas de celle de ses dirigeants actuels

- une organisation visible et vraisemblablement permanente au niveau local, dotée de communications régulières et d'autres modes de relations entre éléments locaux et nationaux»

- une détermination consciente des dirigeants de conquérir et de conserver le pouvoir de décision seuls ou en coalition avec d'autres, tant au niveau local que national, et non d'influencer simplement l'exercice du pouvoir ;

- un souci de l'organisation en vue de gagner des partisans lors d'élections ou de tout autre moyen d'obtenir l'appui populaire »²¹.

Or, l'observation attentive des partis politiques de la Russie post-soviétique aboutit au constat que nombre d'organisations politiques enregistrées et participant aux élections ne remplissent pas ces conditions. D'une part, on a certains partis volatiles, éphémères, n'ayant que peu de vie autonome en termes de base militante et programmatique : les partis se définissent le plus souvent par et pour les élections, et donc par et pour des mandats électifs, et c'est dans le cadre de l'activité législative à la Douma d'Etat qu'ils peuvent éventuellement révéler une spécificité programmatique. En 1999, Neil Robinson²², tentant d'appliquer au cas russe les grilles théoriques forgées par les chercheurs sur la base de l'étude des démocraties occidentales, en arrivait à la conclusion qu'il était très difficile de caractériser le système de partis en Russie post-soviétique. Explorant les schémas en particulier élaborés par G. Sartori²³, sur les différents types de pluralismes (pluralisme limité et pluralisme extrême, pluralisme modéré et pluralisme

²⁰ Max Weber, *Economie et société*, (1921), Agora, Pocket, 1995, p. 371.

²¹ Cité par Daniel-Louis Seiler, *Les partis politiques*, Compact, Armand Colin, Paris, 2000, p. 10.

²² V. Neil Robinson, *Classifying Russia's Party System : the Problem of « Relevance » in a Time of Uncertainty*, *The Journal of Communist Studies and Transition Politics*, Vol 14, March June 1998, Number 1 & 2.

²³ G. Sartori, *Parties and Party Systems : A Framework for Analysis*, Cambridge, CUP, 1976 ; G. Sartori, « A Typology of Party Systems », in Peter Mair (ed.), *The West European Party System*, Oxford, Oxford University Press, 1990.

segmenté, pluralisme polarisé) et les types de partis inhérents aux types de pluralismes, Neil Robinson conclut qu'à cette étape du développement du système de partis (1999) il est impossible de le classer dans une catégorie nette de pluralisme, et également impossible d'anticiper à partir du comportement des partis et de leurs leaders pour apercevoir vers quel type de système de partis la Russie évolue. Avec les réformes introduites par Vladimir Poutine, on ne peut que souligner le paradoxe : le projet officiel de créer un système pluripartite équilibré aboutit à... un système de parti dominant.

III. Réformes institutionnelles et consolidation du « parti du pouvoir » sous Vladimir Poutine

Le déséquilibre évoqué plus haut entre un seul parti répondant aux critères du parti politique, le Parti communiste, et le reste de la galaxie politique taillé et retaillé au fil des nécessités est sans doute un des moteurs des réformes opérées par Vladimir Poutine, avec, de façon sous-jacente, le fait que le Parti communiste constitue la force d'opposition principale dans le paysage politique russe post-soviétique. S'il connaît une baisse conséquente en 1993²⁴, il revient en tête des élections législatives de 1995, devançant largement le parti au pouvoir, puis reste en première position en 1999 même si le parti Unité le talonne : en effet, le Parti communiste recueille 24, 29 % des voix au scrutin de liste (soit 67 sièges), et 46 sièges au scrutin uninominal, ce qui fait donc un total de 113 sièges, contre 73 sièges pour le parti Unité, qui recueille au scrutin de liste 23,32 %, mais ne gagne que 9 sièges au scrutin uninominal.

Comme on le sait, le challenger de Boris Eltsine lors des élections présidentielles de 1996 était Guennadi Ziouganov, leader du Parti communiste, et les intentions de vote de février 1996 ne donnaient que 6% à Boris Eltsine... qui a finalement été élu en juillet à l'issue d'un deuxième tour contre G. Ziouganov.

Depuis l'arrivée de V. Poutine au pouvoir en 1999, les réformes en matière de législation sur les partis accompagnent une réduction du nombre de partis, en posant des conditions plus draconiennes pour l'existence de partis. Ceci a un effet paradoxal, car d'une part, le Parti communiste est sans aucun doute celui qui répond le mieux, historiquement, aux conditions d'implantation sur tout le territoire russe, et aux conditions du nombre de

²⁴ Les résultats des élections législatives de 1993 sont : 22, 79 % au LDPR, 15,38 % pour Choix de la Russie, le parti du pouvoir, et 12, 35 % au PCFR. Le parti agrarien remporte 7,9 % et Iabloko obtient 7,83 % des voix.

membres. En réalité, l'encadrement juridique de l'existence des partis et le changement du mode de scrutin vont renforcer le parti *Russie unie* et contribuer à l'implantation en Russie d'un système de parti dominant.

La loi de 2001 sur les partis politiques : volonté de rationalisation ou début de contrôle ?

Le projet de légiférer sur les partis était connu. Officiellement, il avait pour objectif de centraliser et consolider le système de partis, et de renforcer le parlementarisme²⁵. Avec le recul, on constate que la loi de 2001 est le premier acte d'une série d'actes législatifs ayant pour conséquence la mise en place d'un cadre institutionnel permettant un plus grand contrôle par l'exécutif de l'espace de participation politique en général, et des mécanismes d'accès au pouvoir en particulier. La première nouveauté de cette loi est que, précisément, elle fait la distinction entre organisations sociales²⁶ et partis politiques. La deuxième est qu'elle modifie les conditions d'existence des partis, une fois dissociés du statut d'associations. Après l'adoption de la loi de 2001, les partis devaient pouvoir faire état de la participation d'au moins 10 000 membres, avec un minimum de 100 membres par entité fédérée dans 45 d'entre elles, et de 50 membres dans chacune des 44 autres entités fédérées. Ces seuils remplaçaient les seuils précédents de 5 000 membres par parti, le nombre requis pour l'enregistrement d'une « association électorale ». D'autres conditions concernaient la tenue des congrès, et la présence pour le congrès fondateur de 150 délégués provenant d'au moins 45 entités fédérées différentes, visant là aussi à sélectionner les partis ayant une véritable assise sur l'ensemble du pays, et à écarter les partis locaux, souvent instruments de promotion pour les leaders locaux.

Depuis décembre 2004, une série d'amendements a encore élevé les conditions d'enregistrement des partis. Ce n'est plus 10 000 membres qu'il faut présenter pour être enregistré comme parti mais 50 000, et le nombre d'adhérents dans les entités fédérées a été élevé à 500 et 250 (contre 100 et 50 respectivement par entité fédérée, selon que l'on est dans l'entité à « adhésion basse » ou à « adhésion haute »).

Autre amendement de taille, dont les conséquences seront probablement visibles lors du scrutin législatif de 2007 : la réforme de 2004 a étendu le mode de scrutin de liste à l'ensemble de la Douma, jusqu'alors élue selon un

²⁵ Voir par exemple Petra Stykow, « Russia at Crossroads ? The Realignment of the Party System, Political Parties », *Russian Analytical Digest*, 17 April 2007, N°19, p. 11.

²⁶ Une loi sur les associations non gouvernementales a également été adoptée, en 2006. Voir ci-après.

système mixte²⁷, et le seuil de représentation des partis est passé de 5 à 7 %, avec la suppression par ailleurs de la possibilité de voter « contre tous ». Des simulations à partir des résultats des élections de 2003 montrent qu'avec un scrutin de liste intégral, le nombre de partis présents à la Douma aurait été de quatre : le parti du pouvoir *Russie unie*, le parti libéral démocrate de Russie (LDPR), le Parti communiste, et le parti *Rodina* (la Patrie)²⁸. En outre, les résultats de sondages menés en juin 2007 indiquent une répartition des intentions de votes comme suit : 52 % voteraient pour *Russie unie*, 17 % pour le Parti communiste, 9 % pour le Parti libéral démocratique de Russie, 7 % pour *Russie juste*, 4 % pour Iabloko²⁹, 2% pour le SPS, 2 % également pour le parti « Russie libre »³⁰. Selon le nouveau mode de scrutin, seuls les quatre premiers partis seraient donc représentés à la Douma. Le parti *Russie juste*, créé à l'automne 2006 et dont la particularité est de se dire « d'opposition de centre gauche », tout en soutenant Vladimir Poutine, est la fusion de trois partis qui existaient précédemment (Rodina, le parti de la vie, la parti des retraités). Il absorberait ainsi une part de l'électorat du Parti communiste, mais sa présence à la Douma ne serait en rien un obstacle à l'adoption des textes présidentiels, puisque son leader, le Président du Conseil de la Fédération S. Mironov s'est toujours déclaré partisan du Président V. Poutine³¹. Il a d'ailleurs appelé en août 2007 à ce que M. Poutine se présente aux présidentielles de 2012, après un intermède de quatre ans, puisque la Constitution russe interdit à une même personne d'occuper la fonction de Président plus de deux mandats consécutifs.

Les effets des réformes de 2001 et 2004 sont donc une diminution mathématique du nombre de partis, ce qui peut apparaître comme rationnel

²⁷ Lors des élections législatives du 7 décembre 2003, Iabloko, l'Union des Forces de Droite (SPS), le Parti agrarien, le Parti du Peuple, le parti Renaissance de la Russie sont éliminés par le seuil de 5%, mais conquièrent quelques sièges au scrutin majoritaire.

²⁸ Smyth Regina, *Maintaining Control, Putin's Strategy for Holding Power Past 2008*, PONARS Policy Memo 397, Center for Strategic and International Studies, Université Européenne à St Petersburg, décembre 2005. pp.187-192. p.188.

²⁹ Le parti *Iabloko*, classé parmi les partis libéraux, a été créé en 1993 par G. Iavlinski, I. Boldyrev, et V. Loukine. Ce parti s'est caractérisé par un refus systématique de participer au gouvernement, à la différence de l'autre parti libéral le plus en vue, le SPS ou « parti des forces de droite », créé en 1999 par de jeunes réformateurs (B. Nemtsov, Egor Gaïdar, Sergueï Kirienko) qui ont eux participé à plusieurs gouvernements. De ce fait, le SPS est considéré comme le successeur de Choix de la Russie. Françoise Daucé utilise, pour expliquer les difficultés de *Iabloko* et du SPS à unir leurs forces, la formule suivante : « Attachés au pluralisme politique, les partis libéraux et démocrates en Russie apparaissent aujourd'hui comme les victimes de leurs propres convictions ». Voir Françoise Daucé, « Libéraux et démocrates : un compromis impossible ? », in Gilles Favarel-Garrigues (dir.), « La dérouté des partis de l'opposition en Russie », <http://www.ceri-sciences-po.org/cerifr/archive/2006.php>

³⁰ On trouve les résultats de sondages sur <http://www.levada.ru/reitingi2007.html>.

³¹ A propos de Russie juste, voir Michèle Kahn, « Russie juste, naissance d'un second parti du pouvoir », *Regard sur l'Est*, 15 mars 2007, www.regard-est.com

eu égard à l'explosion du nombre de partis au début des années 1990. Cependant, on note que cette diminution avait déjà commencé avant l'adoption de la loi. Au printemps 1991, on comptait 600 partis enregistrés à Moscou, et 11 000 dans l'ensemble de l'URSS. En 1995, un projet de loi russe sur les organisations sociales fut proposé, mais essuya le veto du Conseil de la Fédération³² et jusqu'en 2001, le cadre juridique pour les partis politiques relevait de la loi sur les organisations sociales, tandis que l'article 13 de la Constitution de 1993 stipulait que « le pluralisme idéologique est reconnu dans la Fédération de Russie » (alinéa 1), et que « le pluralisme politique et le multipartisme sont reconnus dans la Fédération de Russie » (alinéa 3), créant ainsi l'association entre pluralisme et pluripartisme. En 1995, 43 partis étaient en lice, contre 26 en lice en 1999. En 2003, on comptait 23 partis. En 2007, à l'approche des élections législatives de décembre, on compte 16 partis enregistrés auprès du ministère fédéral de la justice³³. L'interdiction de blocs achève d'écartier toutes les petites formations qui utilisaient ce moyen pour participer à la vie politique. En outre, les partis régionaux sont interdits, comme tout parti qui promouvrait des intérêts ethniques, religieux, raciaux ou socio-professionnels. Une rationalisation et une clarification du système de partis devraient donc être la conséquence de ces réformes. Cependant, dans le contexte de verticale du pouvoir, cette rationalisation masque mal la mise en place d'éléments de consolidation du pouvoir du parti Russie unie, faisant du système russe un système de parti dominant.

Le renforcement de Russie unie

A la différence des partis du pouvoir précédents (Choix de la Russie, Notre maison la Russie, Unité), le parti *Russie unie* peut se targuer d'avoir pu muscler son nombre d'adhérents et d'avoir diffusé sur tout le territoire des filiales. En mai 2007, il comptait 1. 445 000 membres environ³⁴, soit presque trois fois plus que le minimum requis par la loi amendée. En réalité, le renforcement de ce parti va avec le renforcement de la verticale du pouvoir,

³² Richard Sakwa, « Restructuring political space », *Putin, Russia's choice*, Routledge, New York, 2004, p. 115.

³³ Au 19 août 2007, soit 4 mois avant les élections législatives fédérales, étaient enregistrés auprès du Ministère fédéral de la justice les partis suivants : le parti *Russie unie*, le Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR), le Parti libéral démocratique de Russie (LDPR, parti de V. Jirinovski), le parti *Russie juste* (fusion des partis *Rodina*, du Parti des retraités, et du Parti de la vie), *l'Union des forces de droite* (SPS), le parti *Iabloko*, le Parti des patriotes de Russie, le Parti agrarien, le Parti démocratique de Russie, le Parti politique russe de la paix et de l'unité, le parti des Verts, le parti Union populaire, le parti unifié socialiste de Russie, le parti « Force civile », le Parti de la justice sociale, le parti de la renaissance de la Russie. Voir www.rosregistr.ru

³⁴ www.er.ru

et l'on peut suggérer l'idée que *Russie unie* colonise progressivement l'Etat ainsi que le système politique³⁵. La rapidité avec laquelle se rallient à Russie unie les gouverneurs locaux, les Présidents des Républiques fédérées, montre à quel point ce soutien politique est devenu une nécessité, également en termes économiques. Au-delà de la sémantique rassembleuse et de la dynamique d'union sacrée, qui, rappelons-le est née sur fond de reprise de la guerre de Tchétchénie en 1999 avec l'identification d'un ennemi de l'intérieur et la création, en toile de fond du parti du pouvoir Unité, le parti *Russie unie* a fait de l'« autre » une menace. Dans une dynamique de rétrécissement de l'espace médiatique³⁶ et de l'espace de la société civile³⁷, où un pluralisme formel d'institutions (médias, ONG) est « assuré » par le pouvoir et contrôlé par lui –M. Poutine rappelle régulièrement que la Russie compte des milliers de journaux, et a incité très fortement en juillet 2007 lors du congrès de jeunes à Zavidovo la formation d'organisations de jeunesse « toujours plus nombreuses »³⁸, le pluralisme formel est largement entretenu, assorti d'un pluralisme réel mais de très basse intensité et de très faible représentativité et visibilité.

C'est ainsi qu'à l'heure où les partis de l'opposition traditionnelle ont soit rallié le parti du pouvoir dans leurs votes à la Douma, soit été écartés de la vie politique effective, l'espace de l'opposition pouvant être investi cherche refuge dans d'autres sphères. Qu'elle s'exprime sous forme de mobilisations de quartier ou de manifestations de rue, l'idée que les évolutions pourraient être « autres » rappelle à quel point le mythe de l'unité dans la société et la société politique russes, est fort. Lors des rassemblements d'avril 2007 organisés concomitamment de la marche du désaccord, les jeunes partisans du pouvoir en place, en particulier Molodaâ Gvardiâ, scandaient

³⁵ Hans Oversloot et Ruben Verheul parlent eux de colonisation de la vie politique par l'Etat. Hans Oversloot et Ruben Verheul, « Managing Democracy : Political Parties and the State in Russia », *Journal of Communist Studies and transition Politics*, Vol.22, N°3, September 2006.

³⁶ Voir Mikhaïl Sokolov, « Le vote confisqué en Russie », Etude des élections régionales de 2007, *Les Cahiers Russie*, CERI Sciences Po, http://www.cerisciencespo.com/publica/cahier_russie/cahier_5.pdf. Voir aussi Corinne Deloy, « Analyse des élections législatives en Russie du 7 décembre 2003 », Fondation Robert Schuman, observatoire des élections en Europe. <http://www.robert-schuman.eu/oec.php?num=126>

³⁷ Pour l'émergence d'une pluralité de médias en Russie, on peut se référer à Anne Nivat, « Les médias en Russie », *Problèmes politiques et sociaux*, série Russie, La Documentation française, 1996, et *Quand les médias russes ont pris la parole: De la glasnost à la liberté d'expression, 1985-1995*, L'Harmattan, 1997. Sur l'émergence d'une société civile sous Gorbatchev, voir F. Starr, « Soviet Union : A Civil Society », *Foreign Policy*, N°70, printemps 1988, pp. 26-41. Sur la société civile en Russie, on peut se référer à Anne Le Huérou, Kathy Rousselet, « La société civile en Russie. De l'utopie à l'engagement civique ? » (série Russie n°133), *Problèmes politiques et sociaux*, La Documentation française, Paris, 1999, et à Diana Smidt, « Kakoe grazdanskoe obsestvo susestvuet v Rossii ? » (Quelle société civile en Russie aujourd'hui ?), *Pro et Contra*, Janvier-février 2006, disponible sur www.carnegie.ru

³⁸ Observation de terrain, émissions télévisées, Moscou, 25 juillet 2007.

dans les micros « La Russie ? oui ! Une « autre » ? non », faisant allusion à l'« Autre Russie », alliance hétéroclite de divers partis d'opposition écartés des ondes et des campagnes électorales. L'« Autre Russie »³⁹ rassemble en effet des communistes du parti d'Anpilov, des anciens membres du parti national-bolchevik (*natsbol*), -parti interdit officiellement par la loi sur l'extrémisme-, les membres du Front civique uni de Garri Kasparov, et a un temps hébergé l'ancien premier ministre M. Kassianov ; présentée dans les médias de grande audience comme agissant pour le compte de l'étranger, sa popularité, comme sa visibilité sont faibles.

Sans éradiquer totalement le pluralisme⁴⁰, le système politique russe actuel ne semble pour autant pas pouvoir garantir les possibilités d'une alternance. L'appel lancé par V. Sourkov en 2006 à « garantir la domination du parti *Russie unie* pour au moins 10-15 ans »⁴¹ illustre les analyses très stimulantes proposées par V. Guelman⁴² sur le système de parti dominant, dont les mécanismes entropiques favorisent la consolidation en même temps qu'ils affaiblissent les oppositions. Dans un contexte de rétrécissement de plus en plus net du pluralisme des médias⁴³, le retour à des logiques d'*inakomyślāsie*, donc de dissidences, est une des tendances à l'œuvre dans la Russie de 2007. Avec, comme un corollaire, le retour –et le recours ?– à un certain comique politique rappelant la période soviétique, comme en témoigne une histoire drôle en vogue à Moscou au sujet des législatives de 2007 : « La fraction *Russie unie* a introduit un amendement à la loi électorale : il rend secrète la date des élections ».

³⁹ Voir www.theotherussia.org et www.kasparov.ru

⁴⁰ La qualification du régime politique russe n'est pas l'objet de cet article, mais il est intéressant de rappeler qu'un régime autoritaire peut s'accommoder d'un certain pluralisme. Comme le proposait J. Linz, « Nontotalitarian and nondemocratic systems as authoritarian if they were : political systems with limited, not responsible, political pluralism, without elaborate and guiding ideology, but with distinctive mentalities, without extensive nor intensive political mobilization, except at some points in their development, and in which a leader or occasionally a small group exercises power within formally ill-defined limits but actually quite predictable ones », in J. Linz « An authoritarian regime : the case of Spain », in Erik Allard, Yrjo Littunen (eds.), *Cleavages, Ideologies and Party Systems*, Helsinki, Westermarck Society, 1964, p 255 :

⁴¹ V. Guelman, « Le parti dominant en Russie : quelles perspectives ? », in Aude Merlin (dir.), *op. cit.* 2007.

⁴² *Id.*

⁴³ Voir la chronique très détaillée de la mise sous tutelle des médias de grande audience, Vladimir Pribylovski, « Vlast' i SMI v pravlenie Putina. Hronika » (Le pouvoir et les médias sous la gouvernance Poutine. Chronique), in A. Verhovski, (dir.), *Demokratiā vertikalī* (La démocratie de la verticale), centre Sova/Demos, Moscou, 2006, pp. 68-102.

